

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IDEALCHROME

7 avenue de la Prospective
18000 Bourges

Références : -
Code AIOT : 0010000028

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement IDEALCHROME implanté 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre de la liquidation judiciaire de la société IDEALCHROME prononcée par jugement du tribunal de commerce de Bourges du 09/12/25 et désignant liquidateur la Sas Saulnier - Ponroy & Associés prise en la personne de Me Axel Ponroy 21 rue des Arènes 18000 Bourges.

Le liquidateur, informé de la tenue de la présente visite d'inspection, n'était pas représenté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEALCHROME
- 7 avenue de la Prospective 18000 Bourges

- Code AIOT : 0010000028
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IDEALCHROME a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 modifié à poursuivre l'exploitation de l'atelier de traitement de surface situé avenue de la Prospective, sur la commune de BOURGES.

Par courrier du 1er février 2024, le préfet du Cher a pris acte du classement de l'installation de traitement de surface sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 14/01/2026, article R.512-75-1 & R.512-46-25	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Usage futur	Code de l'environnement du 14/01/2026, article R.512-46-26	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Cessation d'utilisation du forage	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 7.3.1
Thème(s) : Autre, mise en sécurité
Prescription contrôlée : [...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]
Constats : L'inspection constate que le site est clôturé de la manière suivante : - côté rue d'accès au site (avenue de la Prospective) : la façade avant du bâtiment est encadrée de deux portails ;

- reste de la périphérie du site : muret surmonté d'une clôture. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2026, article R.512-75-1 & R.512-46-25
Thème(s) : Autre, cessation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 512-75-1</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p>2° La mise en sécurité ;</p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état. Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.</p> <p>II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité. Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.</p> <p>III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains. IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.</p> <p>[...]</p> <p>Article R. 512-46-25</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant</p>

notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

[...]

Constats :

La liquidation judiciaire de la société IDEALCHROME prononcée le 09/12/25 emporte cessation d'activité. Le liquidateur judiciaire endosse ainsi la responsabilité d'exploitant au titre des installations classées.

Lors de la visite, l'inspection constate qu'aucune activité n'est exercée dans les locaux et toutes les machines sont à l'arrêt. Seule une entreprise extérieure procède à des travaux de réparation de la toiture du bâtiment.

En ce qui concerne les énergies, l'ancien gérant déclare que :

- l'électricité est coupée ;
- l'alimentation en eau est coupée ;
- les locaux ne sont pas raccordés au gaz de ville ; les bouteilles de gaz ont été évacuées.

L'inspection constate notamment la présence des produits et déchets suivants.

A l'intérieur du bâtiment :

- trois sacs et deux bidons sur une palette près de l'accès des camions : ils contiennent des produits chimiques sous forme solide (hydroxyde de sodium, chlorure de potassium...) ;
- deux bennes de déchets en mélange (plastique, carton, ferraille, bois...) près de l'accès des camions ;
- environ vingt bidons de produits chimiques sous forme liquide dans le local de stockage dédié : certains sont inflammables, corrosifs, toxiques et/ou dangereux pour l'environnement ;
- dans l'atelier, plusieurs cuves des trois chaînes de traitement de surface contiennent des bains de traitement avec produits actifs chimiques, notamment, selon les informations de l'ancien gérant, 4 contenant de l'acide, 5 de zinc, 1 d'huile, 1 de brunissage ; les contenus des cuves vides ont été envoyés à la station interne de traitement des effluents aqueux ;
- sept bidons de produits chimiques stockés sur une rétention dans l'atelier ;
- sept cuves de traitement dans le local abritant la station de traitement des effluents : l'exploitant déclare qu'elles sont partiellement remplies d'effluents en cours de traitement.

A l'extérieur du bâtiment :

- douze « big-bag » contenant des boues issues du traitement des effluents aqueux, entreposés sous un auvent ;
- un décanteur et une fosse de reprise (tous deux grillagés) contenant des effluents en cours de traitement.

L'ancien gérant de la société IDEALCHROME déclare que le site comporte également un séparateur à hydrocarbures.

Constat : le liquidateur judiciaire n'a pas procédé à la notification au préfet de la cessation d'activité et à la mise en sécurité de l'installation de traitement de surface notamment par l'évacuation des produits dangereux et des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2026, article R.512-46-26
Thème(s) : Autre, cessation
Prescription contrôlée : I.-Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A. II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]
Constats : Aucun document répondant à ces exigences n'a été transmis à l'inspection ou au préfet. Constat : le liquidateur judiciaire n'a pas transmis au président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain ses propositions sur l'usage futur du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Cessation d'utilisation du forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2006, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux
Prescription contrôlée : [...] En cas de cessation d'utilisation du forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.
Constats : Lors de la visite, l'ancien gérant de la société IDEALCHROME déclare que le forage est présent mais qu'il n'est pas en mesure d'ouvrir le capot de protection en béton. Constat : le liquidateur judiciaire n'a pas pris les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement du forage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois